

FAMILLES

Le « Tanguy » s'incrute en Wallonie

Le pourcentage de jeunes vivant chez leurs parents augmente, et est plus élevé en Wallonie qu'en Flandre. Signe de crise ?

● Jean-Christophe HERMINAIRE

Presque un million de « Tanguy » en Belgique. Le nombre de jeunes entre 18 et 34 ans vivant encore sous le toit de leurs parents ne cesse d'augmenter. Le chiffre donné par Philippe Defeyt, de l'Institut pour un développement durable, paraît énorme. Il faut dire que l'acceptation – base des statistiques européennes – est large. La plupart des parents ne considèrent pas comme un Tanguy leur enfant encore aux études. À 18 ou 19 ans, ils sont 91,5 % dans ce cas. Et même 94,3 % en Flandre, pour 88 % à Bruxelles.

Par confort ou angoisse

Jacques Marquet, professeur de sociologie à l'UCL, « resserre » le concept. « Pour beaucoup de gens, un Tanguy, c'est quelqu'un qui a la capacité de subvenir à ses besoins et qui, malgré tout, reste vivre chez ses parents », explique-t-il. Par confort, préférant mettre de l'argent de côté pour des loisirs, des va-

cances, des projets. Parfois aussi, c'est la liberté qui angoisse.

Mais de fait, les études ont tendance à se prolonger. « Une série de programmes en 4 ans sont passés à 5 ans, et par la force des choses, c'est une année de plus aux études », détaille le sociologue.

Face à la difficulté de s'insérer sur le marché du travail, nombre d'étudiants poursuivent leur cursus pour un second diplôme. Et même avec celui-ci en poche, ce n'est pas gagné. Ils n'osent, ou n'arrivent pas à se lancer.

Des décisions politiques à visées budgétaires font que les stages d'attente avant de bénéficier du chômage ont été allongés. Et si on ne termine pas ses études avant son 24^e anniversaire, on n'a même plus droit à l'allocation d'insertion. « Ces jeunes se retrouvent finalement à devoir frapper à la porte du CPAS, et pour beaucoup, c'est perçu comme une démarche peu glorieuse. Des familles font pression sur leurs enfants pour qu'ils ne fassent pas cette démarche. »

« Inutilement vexatoire »

Philippe Defeyt, qui a présidé le CPAS de Namur, suggère aussi que la hausse du nombre de Tanguy entre 2015 et 2016, « significativement plus élevée qu'au cours des années précédentes », peut être liée aux exclusions du chômage. À des mesures qu'il juge « injustes et inutilement vexatoires ».

Au sortir des études, les jeunes

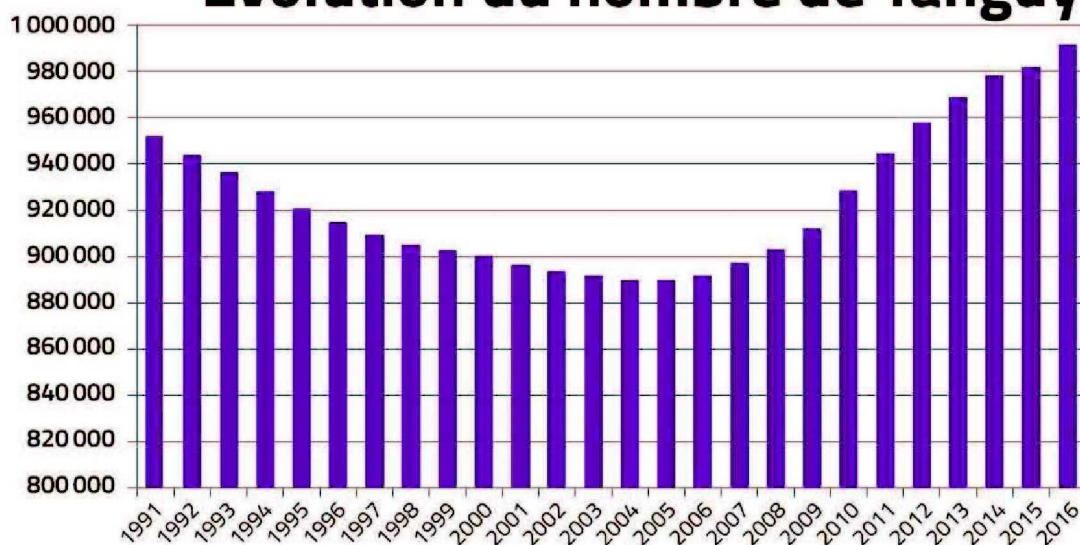
restent donc chez papa-maman plus longtemps, le temps de se retourner pour trouver du boulot.

Dans la tranche des 25-29 ans, « où se situe le cœur du problème » selon Philippe Defeyt, ce sont encore près d'un tiers des jeunes wallons (29,6 %) qui vivent chez leurs parents, pour 27,2 % en Flandre. Et encore 10,6 % de Wallons entre 30 et 34 ans (9,3 % en Flandre). Au total, le pourcentage des Tanguy est plus élevé en Wallonie, avec 43,6 %, dépassant désormais la Flandre et ses 42,6 %. La crise frappe davantage au sud.

« Ils ont bien l'intention de partir, mais constituent parfois une petite cagnotte, pour voler de leurs propres ailes plus tard, généralement quand ils sont en couple », analyse Jacques Marquet. Le coût du logement, les difficultés d'obtenir un crédit, pèsent dans la balance. « L'élément crise est un déterminant important dans le phénomène. Quand on vit à quatre dans la même habitation, il y a des économies d'échelle indéniables, au point de vue chauffage ou abonnement internet déjà. »

Et puis, il y a l'évolution de la cellule familiale. « Autrefois, le fait de partir de chez ses parents était jugé indispensable pour vivre certaines expériences. Aujourd'hui, les relations parents/enfants se sont pacifiées. Nombre de parents acceptent que leurs enfants vivent sous leur toit leur vie affective ou sexuelle. Cela facilite les choses. » Et socialement, c'est bien mieux accepté. ■

Évolution du nombre de Tanguy



On voit nettement sur ce graphique l'effet de la crise économique. Le nombre de jeunes (18-34 ans) vivant chez leurs parents, qui diminuait depuis 1991 en Belgique parce que le nombre de jeunes était lui-même en baisse, n'a cessé de remonter depuis 2006. Avec une nette augmentation entre 2015 et 2016.

Des solidarités se recréent

Un élément significatif de l'étude de Philippe Defeyt, c'est l'augmentation nette des Tanguy vivant dans une famille monoparentale. Il est passé de 20,7 % à 30,7 % en Wallonie entre 1991 et 2016. Et c'est encore plus élevé à Bruxelles (35,6 % pour 22,4 % en Flandre) où pourtant le pourcentage de Tanguy est globalement moindre.

« Dans un certain nombre de cas, il y a un choix du jeune de renvoyer l'ascenseur » à son père ou sa mère qui se retrouve seul, explique l'économiste. Se recrée ainsi un petit cocon familial. « Une autre explication moins emballante, c'est que pour les jeunes vivant dans une famille monoparentale, le démarrage dans la vie est encore plus compliqué, le papa ou la maman se retrouvant avec moins d'argent. »

« Dans des situations comme celles-là, cela peut rompre un certain isolement, reconnaît aussi le sociologue Jacques Marquet. Par-

fois se nourrissent au fil de la monoparentalité des solidarités tout à fait particulières. Le jeune entre dans une logique où c'est lui qui peut apporter des choses. Ce mode de vie peut arranger les deux. »

La caricature du Tanguy dans le film qui a donné un prénom au phénomène – avec un fils qui a les moyens de quitter le foyer mais s'y sent bien, et des parents qui n'aspirent qu'à le voir partir pour retrouver une liberté – est loin d'être la généralité. « Le phénomène est multifactoriel, avec toutes sortes de parcours, et notamment des jeunes qui ont vécu une première expérience seuls, souvent en collocation, puis qui reviennent », insiste Philippe Defeyt. « Il ne faut pas le lire uniquement par le prisme de la contrainte, de l'exclusion sociale. »

Plus de la moitié (59 %) des Tanguy wallons, entre 25 et 29 ans, auraient un emploi. « C'est parfois un choix assumé et apprécié tant par le jeune que les parents. » ■